

LES GOUVERNEMENTS SE DÉSINTÉRESSENT DE L'ALPHABÉTISATION

Par-delà les beaux discours sur l'importance de l'alphabétisation, le Canada fait du surplace à ce chapitre depuis quelques années.

" D'une façon générale il y a une régression, ou une stagnation du côté des politiques gouvernementales " déplore le vice-doyen à la formation continue et aux études de premier cycle, Serge Wagner.

Le Canada a développé une drôle d'attitude face à l'alphabétisation au cours de la dernière décennie. Il y a d'abord eu une prise de conscience de l'importance de l'alphabétisation entre 1990 et 1996. Depuis, constate M. Wagner, les interventions gouvernementales dans le domaine de la formation de base sont à la baisse.

" Il y a manifestement une incompréhension de l'exigence d'une société plus alphabétisée. C'est assez étonnant, mais ce n'est pas propre au Canada " explique cet expert canadien en alphabétisation en langue française.

Cela est d'autant plus " surprenant et décevant ", dit M. Wagner, que la plupart des gouvernements au pays ont mis de l'ordre dans leurs finances publiques, qu'il y a plus d'argent dans les coffres, et qu'on comprend mieux l'impact social de l'analphabétisme.

À ce soudain désintérêt s'ajoute le refus des provinces anglophones de reconnaître que les adultes francophones ont aussi droit à une éducation de base en langue française.

La plus récente enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes révèle pourtant que 25 pour cent de la population francophone canadienne a de la difficulté à lire les directives sur une bouteille d'aspirine.

Selon M. Wagner, entre 15 et 25 pour cent des citoyens de tous les pays industrialisés ne performant pas dans le système scolaire. " Les gouvernements ne sont pas parvenus, dans aucun pays, à trouver des modes d'intervention qui assurent la formation de base de l'ensemble des jeunes. Dans une large mesure, les gouvernements sont démunis par rapport aux performances de l'école chez les jeunes ".

C'est encore pire au niveau de l'éducation des adultes : " Les gouvernements ont un discours qui affirme l'importance de l'éducation tout au long de la vie, mais dans les faits, le droit d'apprendre pour les adultes, et en particulier pour les moins scolarisés, n'est pas une réalité ".

Il cite le cas d'Emploi-Québec, qui a coupé l'automne dernier les subventions pour la formation de base des chômeurs qui étaient peu ou sous-scolarisés.

Pendant que le Canada fait du surplace dans le dossier de l'éducation aux adultes, certains pays ont pris le taureau par les cornes : " Aux États-Unis, sans arrêt les présidents américains font de l'éducation de base une priorité. Il n'y a pas l'équivalent de ça au Canada ".

Les entreprises canadiennes ne font guère mieux et investissent peu dans la formation de base de leurs employés, déplore aussi M. Wagner : " Dans plusieurs entreprises, les sommes allouées à la formation professionnelle servent au perfectionnement des cadres, des dirigeants, des ouvriers spécialisés ".

Un colloque sur l'alpha

Quelque 250 personnes venant de tous les coins du pays ont eu l'occasion de discuter de l'alphabétisation et de partager leurs constatations, leurs

inquiétudes et leurs propositions novatrices lors d'un colloque organisé par la Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français sous le thème " *Pour une société pleinement alphabétisée* ". Et des idées, il y en a eu plusieurs.

Marie-Claude Rioux de la Fédération des parents acadiens de la Nouvelle-Écosse se préoccupe par exemple de l'alphabétisation au sein des couples mixtes ou exogames : " Le conjoint anglophone aurait avantage à suivre des cours de francisation s'il veut contribuer à l'éducation de son enfant ". Elle est bien placée pour en parler puisqu'elle vit justement avec un anglophone : " Je ne rate pas l'occasion de lui dire que je lui ai donné un statut additionnel de parent ayant droit. Il m'en doit beaucoup ".

D'autres parents ont cependant fait remarquer lors d'un atelier que le gouvernement fédéral, par l'entremise de son Secrétariat national à l'alphabétisation, refuse de financer ce genre de formation pour les parents anglophones.

Sylvain Lavoie de la bibliothèque publique de Rivière-du-Loup au Québec, qui a vécu 7 ans au Nouveau-Brunswick, pense de son côté que les communautés francophones doivent maintenant revendiquer la création de bibliothèques publiques scolaires de langue française, tout comme elles ont revendiqué des écoles homogènes de langue française.

Traditionnellement, dit-il, les bibliothèques publiques ont été un lieu propice à l'assimilation en ne proposant que trop souvent des livres uniquement en anglais. Son idée : élargir le mandat de la bibliothèque scolaire francophone, qui offrirait aux parents toute une gamme de livres en français pour les tout-petits.

Il rejette à l'avance l'idée d'une bibliothèque virtuelle pancanadienne sur Internet : " La bibliothèque doit être dans le milieu. Les parents n'iront pas commander des livres électroniques ".

D'autres enfin ne cachent pas leur amertume face aux exigences des gouvernements qui financent les centres d'alphabétisation : " Les bailleurs de fonds demandent des performances, des résultats palpables. Améliorer la qualité de vie de quelqu'un, comment peut-on le quantifier? Il faut le voir comme un investissement ".

Tiré de l'Association de la presse francophone